

Avis public

Ville-Marie
Montréal 

RÈGLEMENT D'EMPRUNT

À sa séance du 8 juillet 2020, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie a adopté le règlement CA-24-321 intitulé *Règlement autorisant un emprunt de 7 096 000 \$ pour la réalisation du programme de réfection routière*. Ce règlement a ensuite été soumis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation qui l'a approuvé le 19 octobre 2020 : il entre en vigueur à la date du présent avis.

Ce règlement (dossier 1207128004) peut être consulté aux comptoirs Accès Ville-Marie situés au 17^e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, station de métro Berri-UQÀM.

Fait à Montréal, le 22 octobre 2020

La secrétaire d'arrondissement,
Katerine Rowan, avocate

Cet avis peut également être consulté sur le site Internet de l'arrondissement à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/villemarie

CA-24-321 Règlement autorisant un emprunt de 7 096 000 \$ pour la réalisation du programme de réfection routière

Vu les articles 146.1 et 148 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 1^o du deuxième alinéa de l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations relativement à un objet prévu au programme d'immobilisations de l'arrondissement de Ville-Marie;

À la séance du 8 juillet 2020, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Un emprunt de 7 096 000 \$ est autorisé pour le financement du programme de réfection routière dans l'arrondissement de Ville-Marie.
2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux ainsi que les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.
4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de l'arrondissement, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement de la totalité de l'emprunt, répartie en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Cette taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale.

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1207128004), approuvé par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 19 octobre 2020, date de son entrée en vigueur, a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans le Journal de Montréal le 22 octobre 2020.